Anna Záborská

30 septembre 2010

Conférence publique COMECE - CARITAS - Eurodiaconia

Table ronde 15h20.

Hochverehrter Herr Erzbischof,

Cher Monseigneur Mazurkiewicz,

Mesdames, Messieurs,

Je ne puis que me féliciter de votre initiative !

Je salue ce geste d'autant plus qu'il s'agit d'une initiative des Eglises et communautés religieuses reconnues.

Je remercie notre Président du Parlement européen pour avoir offert de son temps précieux.

Monsieur Buzek semble prendre au sérieux cette problématique difficile de la lutte contre l'extrême pauvreté dans l'Union.

C'est pourquoi je forme le vœu qu'il prononcera une Déclaration solennelle à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère, lors de la séance plénière du mois d'octobre à Strasbourg.

Je profite également de la présence des représentants de la Commission européenne et de la Présidence belge pour vous inviter vivement à une manifestation le mardi 19 octobre au Parlement européen à Strasbourg, organisée par le Comité Quart Monde européen.

Monseigneur, Mesdames, Messieurs,

Au fond de moi-même, je m'interroge jusqu'à quand continue cet engagement public lancé à l'occasion de l'Année européenne pour combattre la pauvreté.

Je demeure convaincue que nous devrions établir une transition entre l'Année contre l'exclusion sociale et l'Année du bénévolat.

La lutte contre l'exclusion sociale appelle d'abord à l'engagement personnel.

Elle nous pose aujourd'hui la question du bon Samaritain: "Qui est mon prochain ?"

Nous ne pouvons pas épauler toute la misère du monde, selon la célèbre boutade du Premier Ministre français, Michel Rocard.

Mais nous pouvons garder le reflexe humain que la personne la plus démunie nous révèle notre humanité.

Or, le reflexe seul ne suffit pas.

Il faut agir pour changer le monde selon les principes liberté, égalité, fraternité. Sans oublier deux ajouts importants : au préalable, le principe de la vérité objective. A l'aboutissement, le principe de l'action responsable.

Lier l'année contre la pauvreté et l'année pour le bénévolat permettra une mise en œuvre concrète des bonnes intentions.

Notre succès dépend de la participation pleine et entière des personnes et des familles les plus pauvres.

C'est d'abord un souci d'efficacité des politiques publiques dans le domaine social.

Le témoignage de la vie dure de l'extrême pauvreté doit fonder les politiques sociales.

La consultation des personnes les plus pauvres devrait se faire par l'intermédiaire des associations qui permettent aux personnes les plus exclus de prendre la parole, à l'instar du Mouvement international ATD Quart Monde.

Pour illustrer mon propos, je rappelle que dans les politiques industrielles, les institutions politiques consultent aussi les puissants lobbies industriels pour être plus efficace encore dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Mais vous m'autorisez un certain réalisme : Pour y arriver, nous devons nous battre **durement**. La Stratégie Europe 2020 reste muette à l'égard des objectifs ambitieux de la lutte contre l'extrême pauvreté.

Je me réjouis donc de la présence de ma collègue Madame Jean Lambert, vice-présidente du Comité Quart Monde du Parlement européen ou elle est membre éminent.

Ensemble, nous devons nous battre pour une Europe sociale où les plus pauvres ont leur place. Les recommandations qui nous venons d'entendre nous guiderons dans cette ambition.

Mesdames, Messieurs,

Les Eglises doivent impérativement faire entendre leur voix pour participer au débat public et annoncer, à temps et à contretemps, leur vision d'un monde plus juste, fondé sur la dignité indéniable de l'Homme crée à l'image de Dieu.

Avec toutefois une précision importante, et je cite la "**Note doctrinale concernant certaines questions sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique**" :

"*Il n'appartient pas à l'Église de formuler des solutions concrètes – et encore moins des solutions uniques – pour des questions temporelles que Dieu a laissées au jugement libre et responsable de chacun,* ***bien que l'Eglise ait le droit et le devoir de prononcer des jugements moraux sur des jugements temporels, lorsque la foi et la loi morale le requièrent***[14]."

La démocratie moderne vit des conditions qu'elle ne saurait influencer elle-même.

Ces fondements incarnent de principes éthiques qui, en raison de leur nature et de leur rôle de fondement de la vie sociale, ne sont pas négociables.[1]

Dans les questions sociales et sociétales, le plus pauvre - le plus exclu - devient ainsi la pierre de touche de la démocratie.

"L'option préférentielle pour les pauvres" a toujours été un fondement de la doctrine sociale. Mais nous sommes ici au Parlement européen et non pas à l'Institut d'Etudes Théologiques.

C'est pourquoi je change mon discours et rappelle volontiers que Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, disait "*Les plus pauvres sont les révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme*".

Notre modèle social européen apporte aujourd'hui la seule vraie valeur ajoutée que le continent européen puisse réellement faire valoir dans le concert des puissances.

---

[1] http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_20021124_politica_fr.html

L'efficacité du modèle social européen dépend de la manière dont nous permettons aux familles les plus pauvres de contribuer activement à leur propre bien, au bien de leur prochain et ainsi au bien commun.

Voilà un aspect de l'éthique sociale universelle où aucun relativisme, ou aucun compromis, ne me semble autorisé.

Je voudrais insister encore sur trois points.

D'abord, la différence entre *pauvreté* et *extrême pauvreté* est aujourd'hui plus importante que jamais.

Suite aux difficultés boursières de notre temps, tout le monde s'est appauvri.

Plus que jamais, nous devons cibler l'extrême pauvreté car jamais la pauvreté ne sera réduit si *l'extrême pauvreté* n'est éradiquée.

C'est également important par rapport aux indicateurs pour mesurer le succès des politiques publiques. Les indicateurs doivent être un tableau de bord exhaustif et non seulement les indicateurs monétaires.

Organiser des rencontres des personnes en situation de pauvreté représente à cet égard une option de facilité pour la bonne conscience mais qui n'apporte pas de remède. Il faut aller plus loin.

Ensuite, je souhaiterais m'arrêter sur les aspects de la famille et des réseaux de solidarité entre les générations.

Aujourd'hui encore, l'extrême pauvreté sépare les familles. Il y a trois siècles, l'assistance publique a séparé les familles et a mis les hommes à la rue ou à l'armée, les femmes dans un Hôtel-Dieu, et les enfants confiés au monastère.

La situation n'a guère changé. La misère continue à séparer la famille, souvent involontairement : Les soucis du quotidien rendent la vie si dure que l'amour est soumis à rude épreuve.

La peur de ne pas savoir comment finir le mois, corrompt l'amour des parents pour leurs enfants.

Le manque d'argent oblige les parents à faire des économies, et on les accuse d'être mauvais parents.

J'ai fait personnellement l'expérience douloureuse que des problèmes individuels existent, et je ne voudrais surtout pas les minimiser.

Je demeure cependant convaincue que l'option du "family mainstreaming" doit être au rendez-vous quand les institutions politiques recommandent les meilleures pratiques.

Au fond de son expérience propre, Joseph Wresinski disait encore que "*la famille est le dernier rempart contre la misère*". Et vraiment, dans la vie de tous les jours, nous pouvons l'observer.

La politique préfère, là encore, l'option de facilité qui conduit à l'inefficacité.

Il est certainement nécessaire de mettre en œuvre des programmes spéciaux pour les femmes très pauvres ou les mères seules. Oui, je suis d'accord.

Je regrette cependant la myopie des politiques publiques qui n'acceptent pas l'idée que la famille (c'est à dire l'ensemble durable d'un père, d'une mère et de leurs enfants) qui vit dans l'extrême pauvreté, ait besoin - dans son ensemble - d'un soutien discret et constant.

Peu de monde ne s'interroge sur le prix à payer, humainement et matériellement, lié au placement d'enfant et la séparation d'une famille.

Ne serait-il pas plus avantageux pour la cohésion sociale d'adapter une aide cohérente et adaptée aux familles les plus pauvres ?

L'Homme est responsable de l'extrême pauvreté, seuls les Hommes peuvent l'éradiquer.

Enfin, et pour conclure, je vous invite tous à la mobilisation le dimanche 17 octobre - journée mondiale du refus de la misère. Chacun peut y contribuer.

Les prêtres et les responsables de service dominical au sein des différentes Eglises et communautés religieuses peuvent fonder leur enseignement sur le leitmotiv du 17 octobre. C'est un dimanche, c'est pratique.

Les responsables politiques sont invités à faire une déclaration solennelle en s'appuyant sur les grandes lignes de la journée internationale des Nations Unies pour l'éradication de la pauvreté.

Chacun pour soi, on pourrait s'interroger ce que l'on fait personnellement pour reconnaître leur Humanité aux plus défavorisés. Ceux qui vivent à Bruxelles sont invités à se rassembler sur la Dalle en faveur des victimes de la pauvreté, de la violence et de l'ignorance, posée sur le parvis du Parlement européen, rue Belliard.

Chers amis,

Aux responsables des Eglises et des communautés religieuses, aux associations caritatives et diaconales, j'adresse l'appel solennel de continuer leur engagement auprès des institutions européennes.

Merci pour tout ce que vous faites.

Ne baissez pas les bras - ni le budget ni l'investissement.

Votre travail est important.

Le groupe de rédaction de ce papier a fait un formidable travail et je ne manquerais pas de le faire connaître à mes collègues à la commission des femmes et à la commission de l'emploi et des affaires sociales.

Je vous remercie.